

Utiliser l'agriculture pour stimuler l'économie



- **Bulgarie : un modèle agricole unique**
- **Bolivie : cap sur l'éducation environnementale**

Sommaire

- 3 **Partenaire : L'éducation environnementale en Bolivie**
- 4 & 5 **Dossier: Utiliser l'agriculture pour stimuler les petites économies**
- 6 **Actualités**
- 7 **Statistiques**
- 8 **Portrait d'un investisseur : Sœur Corinne Florek, É.-U.**

Éditorial

Un quart des pauvres les plus démunis vivent en zone rurale.

Un grand nombre d'entre eux, exploitants agricoles ou travailleurs saisonniers, dérivent une partie de leurs revenus quotidiens d'activités agricoles.

En raison du caractère cyclique et imprévisible de leurs revenus, ils peuvent avoir du mal à obtenir des crédits et donc à épargner pour des projets spécifiques ou des investissements ponctuels. Il n'existe pratiquement pas de produits d'assurance essentiels les protégeant contre l'inondation, la sécheresse et les ouragans, et leur ignorance des nouvelles méthodes agricoles et des marchés régionaux et internationaux les place en position défavorable par rapport aux sociétés commerciales.

Oikocredit tente d'améliorer la situation en apportant un soutien à des partenaires agricoles situés dans les pays en développement. Même si nous ne pouvons offrir de services financiers directement aux petits exploitants agricoles ou aux pêcheurs, nous finançons des organisations rurales de microfinance et de production : les coopératives agricoles, par exemple, travaillent à renforcer l'économie locale et à soutenir la population environnante grâce à l'assistance apportée à leurs membres.

Nos partenaires offrent en général une gamme diversifiée de services, dont le préfinancement durant les périodes de récoltes, des produits d'épargne ou une formation pratique aux nouvelles technologies agricoles. Beaucoup de nos partenaires aident en outre les exploitants agricoles à accéder aux marchés en coordonnant leurs efforts et en soutenant la chaîne de valeur.

Dans ce numéro d'Oiko Info, nous examinons les différents aspects et obstacles associés à notre vision du rôle de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté. Nous sommes heureux de dédier ce numéro du magazine à notre regretté ami et collègue disparu Erik Heinen. Dans son rôle de directeur Prêts et Investissements d'Oikocredit, Erik Heinen avait inlassablement promu le rôle de l'agriculture au sein de la réduction de la pauvreté. Erik nous a quittés en mars de cette année, et nous ressentons son absence chaque jour.

J'espère sincèrement que vous prendrez plaisir à lire ce numéro d'Oiko Info.

Ben Simmes, directeur général d'Oikocredit International



Nous dédions cette édition d'Oiko Info à la mémoire de notre ami et collègue trop tôt disparu, Erik Heinen.

Photo de couverture :
La coopérative agricole de
cultivateurs SOKOL en Bulgarie

Goutte à goutte : l'éducation environnementale en Bolivie

Plus de 100 000 Boliviennes ont reçu une formation sur les questions sanitaires et environnementales par le biais d'un programme administré en collaboration par une institution de microfinance (IMF) bolivienne et Oikocredit.

Dans le cadre d'un effort d'amélioration des connaissances élémentaires sur la gestion des déchets, des terres, de l'eau et de l'électricité, un partenaire d'Oikocredit, le CRECER (*Crédito con Educación Rural*), a assuré plus de 28 000 sessions de formation et entrepris une campagne générale d'information avec le programme *For a Better Life* (Pour une vie meilleure).

Le CRECER a été créé en 1999 par l'organisation américaine *Freedom from Hunger* pour fournir des produits de prêt et d'assurance, et une formation aux connaissances financières, aux femmes membres des groupes de banque villageoise, dont les membres peuvent emprunter en groupe. Les 120 000 clients du CRECER habitent dans 219 agglomérations ou groupes situés dans tout le pays. Plus de la moitié d'entre eux vivent en zone rurale, ce qui signifie que l'agriculture et l'environnement sont particulièrement importants pour l'amélioration de la qualité de vie.

« La Bolivie est confrontée à de graves problèmes environnementaux et l'agriculture est une source de revenus pour de nombreux Boliviens : il est donc crucial que nous soutenions les initiatives favorables à la protection de l'environnement » explique Marisol Fernández, directrice régionale d'Oikocredit pour la Bolivie. « C'est bien sûr essentiel pour l'avenir de l'environnement, mais aussi essentiel pour l'avenir des populations à faibles revenus, en termes sanitaires et au niveau de leurs moyens d'existence à l'avenir. »

L'environnement de la Bolivie est menacé de façon critique par le déboisement, lequel a entraîné une perte de diversité des espèces animales, l'augmentation des gaz de serre, l'érosion et la dégradation des sols, la sédimentation des lacs et des lagons. La qualité de l'eau a également souffert en raison des activités humaines, notamment lorsque la mauvaise gestion des déchets entraîne la pollution de rivières qui sont source d'irrigation pour l'agriculture en aval.

Depuis trois ans, *For a Better Life* s'efforce de susciter un comportement plus soucieux de l'environnement chez les femmes en faisant d'elles des « agents de changement » qui puissent retransmettre les connaissances à leurs pairs et à leurs proches. Le programme est articulé autour de six thèmes : activités économiques, éducation, santé, nutrition, logement et sécurité sociale.

Grâce à une subvention de 35 000 USD d'Oikocredit et un don de 19 000 USD du CRECER, le programme a commencé à recruter des spécialistes de la santé et de l'environnement. Les consultants ont effectué une enquête auprès des clients du CRECER pour évaluer leurs connaissances, leurs attitudes et leurs pratiques en matière d'environnement.



Madame Segunda Flores plante un arbre à l'occasion d'une formation de « For a Better Life ».

« Le consultant a interrogé 400 clients, 240 en zone urbaine et 160 en zone rurale, sur la gestion des déchets, de l'électricité, de l'eau et des terres » raconte Madame Fernández. « Cette enquête a mis à jour des problèmes spécifiques. La majorité des femmes vivant en milieu rural ont par exemple reconnu incinérer leurs ordures, alors même qu'elles savaient cette pratique nuisible pour l'environnement. »

Le programme a produit des vidéos pédagogiques pour poursuivre la diffusion de l'information, de même que du matériel de sensibilisation à ces questions – tentes, tee-shirts, tabliers et poubelles – afin de sensibiliser l'ensemble de la population lors des foires et des marchés. Une formation a aussi été offerte aux groupes de banque villageoise, directement aux dirigeants et indirectement aux membres, par le biais d'un « système de formation en cascade » par lequel la formation est retransmise par ceux qui ont suivi le cours. Par ailleurs, les clients du CRECER et leurs familles ont organisé des activités de plantation d'arbres, de nettoyage et de reboisement.

Le programme a donné à CRECER une image plus complète des attitudes et des pratiques de ses clients en matière de gestion des déchets, de l'énergie et de l'eau. En réponse, l'organisation travaille à la rédaction d'une politique environnementale, dont l'objet sera d'intégrer pleinement les questions environnementales au sein de ses opérations.

« Le CRECER est l'une des rares IMF boliviennes à avoir consacré des fonds à ce type d'activités sociales, et nous avons donc été ravis de soutenir leur effort » a conclu Madame Fernández.

Utiliser l'agriculture pour

Oikocredit a défini une stratégie avec l'objectif d'élargir son portefeuille agricole de projets hors microfinance, pour qu'ils constituent 30 % du portefeuille d'ici cinq ans. Un élément incontournable de cet objectif consistera à élargir le financement des projets agricoles. La stratégie agricole, introduite pour la première fois en 2010, est destinée aux pays en développement dotés d'un fort potentiel de développement par le biais de projets agricoles.

Plusieurs éléments composent cette stratégie, dont l'expansion des concours accordés au financement préliminaire à l'exportation. Il s'agit d'accorder des prêts aux coopératives ou aux sociétés exportatrices de produits (comme le café, le cacao et le coton) en achetant des produits auprès des producteurs agricoles et en les présentant sur le marché.

« Ces organisations aident les exploitants agricoles à vendre leurs produits en Europe et aux États-Unis et à s'assurer un revenu. Mais ces organisations n'ont pas suffisamment de capitaux pour acheter les produits des producteurs et pour les exporter », poursuit Florian Grohs, directeur Prêts et Investissements d'Oikocredit.

« Un prêt d'Oikocredit peut faire la soudure durant la période s'étendant entre l'achat des fèves de café et la réception du paiement correspondant à la vente du café au supermarché. »

L'expansion de la capacité d'une organisation à affronter les tâches organisationnelles et opérationnelles joue également un rôle vital pour renforcer le portefeuille agricole d'Oikocredit. Il existe déjà des partenariats avec des ONG consultantes, dont Agriterra et ICCO qui assurent des missions de conseil auprès de partenaires agricoles sur des questions pratiques.

« Il est fréquent que nos coopératives partenaires éprouvent des difficultés au niveau du financement et de la comptabilité de leurs opérations. Un exemple : si la coopérative est constituée de groupes d'exploitants agricoles sans grande éducation formelle, assistés par un conseil d'administration bénévole, elle peut avoir du mal à trouver un directeur expérimenté », explique Monsieur Grohs. « Dans ce cas, nous recrutons des consultants pour déterminer la façon dont nous pouvons les assister dans leurs opérations financières et traiter plus efficacement avec les acheteurs internationaux. »

La durabilité environnementale est une autre priorité importante pour l'industrie, et les techniques d'exploitation agricole et le changement climatique peuvent poser problème. En dépit de l'augmentation de la demande pour les produits biologiques dans les pays occidentaux, les techniques agricoles traditionnelles constituent encore l'immense majorité dans les pays en développement.

« En réalité, très rares sont les exploitations agricoles utilisant des méthodes biologiques dans les pays en développement pour le moment : environ 1%, ou peut-être même moins. C'est la raison pour laquelle nous travaillons avec autant de producteurs agricoles que nous le pouvons, et nous encourageons le passage à l'agriculture biologique lorsque cela est possible. »

Les efforts supplémentaires assurés sous forme de formation et d'éducation servent à réduire le risque auquel on sait que les projets agricoles sont confrontés. « Le potentiel du secteur agricole est très important, et il comporte des risques », continue Monsieur Grohs. « Mais lorsque nous évaluons ce risque au regard de la possibilité d'améliorer l'existence des petits exploitants agricoles et de leurs familles, il est clair que la décision sera prise d'aller de l'avant avec notre stratégie agricole. »

Florian Grohs (centre) lors d'une visite chez un partenaire à Moldova.



stimuler l'économie

La saisie des terres

En réponse à l'augmentation des récits de saisie des terres dans de nombreux pays en développement, Oikocredit accorde des fonds aux coopératives pour qu'elles puissent s'acheter des terres. Un grand nombre de coopératives louent des terres et sont donc menacées directement par des sociétés ou des particuliers, d'origine locale ou internationale, qui achètent de vastes terrains pour les exploiter.

« La terre devrait appartenir aux petits exploitants agricoles ou à la coopérative. Si les exploitants agricoles vendent leur ferme, quelques-uns réussiront à trouver un emploi en ville mais, lorsqu'ils cèdent leur terre, ils perdent une source de revenu durable et l'accès à un gagne-pain », poursuit le directeur des prêts et des investissements d'Oikocredit, Florian Grohs.

« Nous entendons souvent raconter que, dans ces transactions, il peut arriver que des groupes puissants recourent à la corruption ou à des méthodes contraires à l'éthique. C'est pour cela que, si les coopératives et les petits exploitants agricoles ont besoin de notre assistance pour lutter contre la saisie des terres, nous leur viendrons en aide. »

Bulgarie : un modèle agricole unique

Dans le modèle traditionnel de coopérative agricole, les coopératives fournissent des services de commercialisation et de production aux exploitants agricoles, qui cultivent leur terre de façon individuelle. En Bulgarie, par contre, les petits propriétaires fonciers s'unissent pour devenir membres de coopératives agricoles. Ces coopératives louent les terres des petits propriétaires fonciers, les cultivent, en récoltent les produits et les vendent. Elles versent ensuite un loyer et des dividendes à leurs membres. Pour beaucoup de propriétaires fonciers âgés, ces coopératives assurent un revenu crucial en sus d'une retraite dont le montant mensuel tourne autour de 70 EUR.

Malki Lom est une coopérative agricole à Sadina, un village de 1 000 habitants situé dans le nord de la Bulgarie. La coopérative, qui porte le nom d'une rivière voisine, est créée en 1993, époque à laquelle aucune banque n'accepte de lui prêter de fonds. La situation s'améliore en 2000, avec l'élection de Tihomir Todorov à la présidence. En

2002, Malki Lom reçoit son premier prêt d'Oikocredit, et la coopérative obtient encore aujourd'hui l'intégralité de son financement auprès d'Oikocredit.

En mai 2012, des participants à un voyage d'étude d'Oikocredit se rendent en Bulgarie et rencontrent Tihomir Todorov, le président de la coopérative agricole Malki Lom.

Quelle était la situation lorsque vous êtes devenu président ?

Lorsque je suis arrivé, aucune banque n'acceptait d'assurer notre soutien financier, alors que nous avions besoin de ressources financières pour renouveler notre matériel agricole. Les banques considéraient, et considèrent encore souvent, le secteur agricole comme trop risqué et pas assez développé. Elles trouvaient nos engins agricoles trop vieux pour servir de garantie à un prêt. Par-dessus le marché, les cours agricoles de l'époque étaient très bas.

Bien qu'Oikocredit n'assure pas le financement de Malki Lom en ce moment, vous restez en contact étroit avec l'équipe d'Oikocredit. Quelle est la situation financière de la coopérative ?

La situation financière est stable, grâce aux forts rendements et aux cours élevés des années 2010 et 2011. Notre équipe de direction fonctionne en bon accord et, pour le moment, nous n'avons pas besoin de financement supplémentaire. Toutefois, l'agriculture est fortement tributaire de la

météo et si la récolte n'est pas bonne en 2012, il se peut que nous demandions des concours supplémentaires à Oikocredit.

Quels ont été les investissements de la coopérative qui ont profité à la population de Sadina ?

La coopérative administre un club de retraités et une bibliothèque. Nous vendons du pain à prix réduit à nos membres et nous assurons la coordination des quatre magasins que compte le village. Par ailleurs, nous apportons notre aide à des projets d'infrastructures locales et nous avons adopté des règles strictes en ce qui concerne la conservation de l'eau et des sols. Sur 1 000 habitants, la population active ne compte que 90 personnes, dont près de la moitié sont employées par Malki Lom. Beaucoup d'entre eux sont célibataires et les hommes ont du mal à se marier. La plupart des femmes partent en ville, à la recherche d'une autre existence, ce qui contribue au vieillissement de la population du village. L'école maternelle a dû fermer en mai car il ne reste tout simplement plus assez d'enfants.



Tihomir Todorov, président de la coopérative agricole Malki Lom.

Quel avenir envisagez-vous pour le village et pour la coopérative ?

Avant, lorsque Sadina n'était pas encore à l'abandon comme aujourd'hui (environ 300 des 800 maisons du village ont été abandonnées), il y avait beaucoup d'activités tout au long de l'année, et tous les habitants y participaient. Maintenant, la coopérative essaie encore d'organiser un grand festival annuel qui attire les habitants des villages voisins. Mais je suis de nature optimiste et je suis sûr que les gens reviendront dans les villages, une fois qu'ils auront fait l'expérience de la ville, et qu'ils voudront retrouver le mode de vie plus détendu au village.

Oikocredit et FMO créent des opportunités dans les pays à faibles revenus

La banque hollandaise de développement, FMO, et Oikocredit ont créé un fonds de 10 millions d'EUR pour faciliter la création d'entreprises dans les pays à faibles revenus. Le Fonds *Low Income Countries (LIC)* a pour objectif d'assurer l'accès à la finance des microentrepreneurs et petits entrepreneurs dans les pays définis comme pays à faibles revenus par l'ONU.

Grâce à ce fonds, FMO et Oikocredit privilégieront les investissements dans les pays du centre et du sud de l'Afrique par le biais d'institutions de microfinance en milieu rural et des petites et moyennes entreprises (PME).

Un investissement commun

FMO et Oikocredit contribueront chacune 5 millions d'EUR au fonds. Les établissements de microfinance offrant des services aux microentrepreneurs et petits entrepreneurs recevront 75 % des prêts, et le reste servira au financement des PME. Oikocredit, en raison de son vaste réseau de bureaux locaux et de sa connaissance du milieu rural, assumera le rôle de gestionnaire du fonds.

Pleins feux sur les micro-entrepreneurs et les petits entrepreneurs

Ben Simmes, directeur général d'Oikocredit : « Erik Heinen, anciennement directeur de la fonction Prêts et Investissements d'Oikocredit, fut l'un des créateurs et des champions du fonds jusqu'à son décès en mars dernier. Il a joué un rôle essentiel durant le processus de création du fonds de prêt LIC, qui représente littéralement son dernier projet important pour Oikocredit. FMO et Oikocredit poursuivent l'objectif commun consistant à offrir l'accès à la finance aux microentrepreneurs et aux petits entrepreneurs des pays les plus pauvres. FMO investit des montants importants dans les zones urbaines, tandis qu'Oikocredit accorde des montants moindres à des établissements de microfinance relativement plus petits, principalement en milieu rural. L'association de leurs efforts complémentaires produit donc un meilleur impact. Le fonds de prêt LIC s'inscrit par ailleurs dans la stratégie d'Oikocredit d'expansion de son portefeuille en Afrique. »

Réagir aux besoins d'expansion des entreprises

Maurice Scheepens, Chargé d'investissements chez FMO : « L'aspect intéressant de ce concept est sa capacité à répondre aux besoins des sociétés en expansion. Une fois que le fonds a fourni un soutien aux sociétés situées au bas de la pyramide, ces sociétés peuvent se qualifier pour un prêt d'Oikocredit « normal » et, ultérieurement, obtenir un crédit plus important de FMO.

Par la suite, la société est en mesure de recevoir des crédits des banques commerciales. De cette façon, Oikocredit et FMO réussissent à combiner au mieux les forces de leurs organisations. »

La finance inclusive

Avec le lancement du fonds de prêt LIC, FMO et Oikocredit élargissent leur coopération à la finance inclusive. Les deux organisations détiennent des parts dans un certain nombre d'IMF, et Oikocredit a pris une participation dans *The Currency Exchange Fund (TCX)*, cofondé par FMO.

Un nouveau président pour le conseil d'administration d'Oikocredit

Oikocredit a nommé les nouveaux président et vice-président de son conseil d'administration lors de l'assemblée générale annuelle de Bälsta (Suède) du 15 juin 2012.

Madame Salome Sengani, membre du conseil, en est maintenant présidente, en remplacement de Monsieur Fidon Mwombeki, arrivé en fin de mandat.



Salome Sengani

De nationalité sudafricaine, Madame Sengani possède une connaissance particulière de la stratégie des sociétés et de la banque. Elle détient un MBA de l'Université de Pretoria, (Afrique du Sud). Madame Sengani jouit d'une expérience étendue en tant que membre du conseil d'administration, et elle siège à l'heure actuelle au conseil d'organisations sudafricaines : la *Wizzit Bank* et la *Women's Development Business Micro Finance*. Elle est également Directrice de *Odandi Properties T/A Business Solutions* à Johannesburg.

Monsieur Matt Christensen a été nommé vice-président du conseil d'administration d'Oikocredit, qui bénéficiera de son expérience en tant que Directeur mondial des investissements éthiques et durables pour *AXA Investment Managers (France)*. Monsieur Christensen a reçu un MBA de la *Wharton School* de l'*University of Pennsylvania* (É.-U.) et il a acquis son

expérience principalement dans le secteur des investissements et de la collecte de fonds. Il a également été nommé directeur non-exécutif du *Ludgate Environmental Technology Fund* et du *Munro Fundamental Tracker Fund*.

Nominations au conseil d'administration

Deux nouveaux membres rejoignent le conseil d'administration : Jacinta Hamann de Vivero (Pérou) et Amulike Ngeliama (Tanzanie), participeront désormais aux délibérations du conseil.

Le président sortant, Monsieur Mwombeki, et Madame Judith Castaneda, ancien membre du conseil, ont offert une contribution précieuse à la mission d'Oikocredit tout au long de leurs mandats respectifs auprès du conseil d'administration. L'organisation continue à bénéficier de leurs efforts et de leur dévouement.

Chiffres clés du portefeuille

au 30 juin 2012

● total des capitaux en circulation	522 millions €
● nombre total de partenaires	864
● partenaires de microfinance (sur le nombre total de partenaires)	597
● nombre d'investissements depuis la création d'Oikocredit	2 483
● montant moyen des prêts (sur le portefeuille total)*	730 436 €
● montant moyen des prêts aux institutions de microfinance*	808 745 €

* basés sur les montants des prêts approuvés

Performance sociale

au 31 décembre 2011

La gestion des performances sociales est une priorité pour Oikocredit. Grâce aux indicateurs de performance sociale, nous nous assurons que nos partenaires de projet s'adressent bien aux groupes de population qu'ils ciblent et qu'ils offrent des services qui contribuent à améliorer la vie de leurs clients.

Clients servis par les partenaires d'Oikocredit dans le secteur de la microfinance : 26 millions

● % de femmes parmi les clients d'IMF	83%
● % de clients d'IMF en milieu rural	53%
Nb d'employés des entreprises sociales	39 323
● emplois fixes	24 083

Derniers financements*

au 30 juin 2012

COLOMBIE - ACTUAR EL QUINDÍO - COP 800 millions (305 661 €)

Actuar El Quindío est une organisation à but non lucratif fondée en 1989. Sa mission est d'améliorer les conditions de vie des microentrepreneurs et des populations les plus vulnérables dans le département de Quindío (Colombie). Le taux de chômage de ce département, à 18,1 %, est l'un des plus élevés du pays, et il affiche un taux de sous-emploi de 31,3 % (les travailleurs qui ne sont pas employés au mieux de leur capacité, en termes de compétences ou d'heures travaillées).

Actuar El Quindío s'est donné comme objectif d'améliorer les conditions de vie des personnes à faibles revenus au moyen de programmes de microcrédit, de formation et de conseil. L'assurance maladie est incorporée dans les produits de prêt de l'IMF, qui offre en outre à sa clientèle des séances de formation dans les domaines de la comptabilité, de l'administration, de l'informatique, du marketing et de la banque. Ce prêt, le deuxième accordé par Oikocredit, servira à l'expansion du portefeuille potentiel d'Actuar El Quindío.

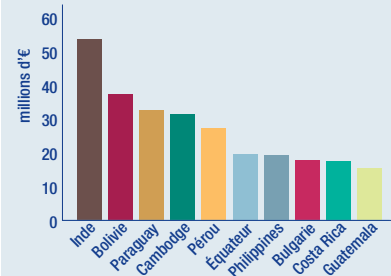
INDE - RGVN - INR 100 millions (1,5 million €)

RGVN est une société financière non-bancaire (non-banking financial company = NBFC) qui offre des prêts de faible montant et un soutien non financier aux particuliers vivant dans les États du nord-est de l'Inde. Le principal objectif de l'organisation est d'offrir des solutions financières aux pauvres de toutes les zones - rurales, urbaines et semi-urbaines - qui n'ont pas accès à la banque traditionnelle. RGVN s'efforce en outre de renforcer l'autonomie des femmes au moyen d'activités génératrices de revenus et de fournir des services sociaux visant à améliorer le niveau d'instruction et sanitaire de sa clientèle. Ce prêt servira principalement à offrir des microprêts aux agriculteurs des zones rurales, en utilisant la méthode du prêt de groupe, dans le but de générer des revenus et de créer des emplois. Grâce à ce prêt, RGVN pourra fournir un crédit à 7 000 clients supplémentaires, et l'organisation pourra donc toucher au total plus de 135 000 personnes.

* basés sur les montants des prêts approuvés

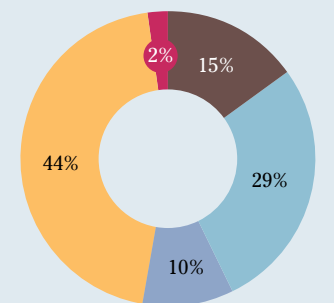
Pays aux capitaux en circulation les plus élevés

au 30 juin 2012



Financement par région

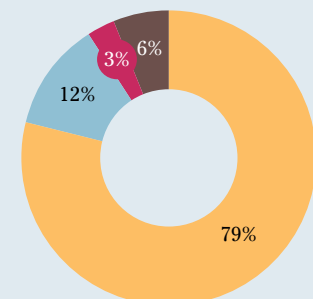
au 30 juin 2012



■ Afrique
■ Amérique latine
■ Asie
■ Europe centrale et orientale
■ autres régions

Financement par secteur

au 30 juin 2012



■ microfinance*
■ agriculture
■ commerce
■ autres

* y compris le microcrédit, le financement des PME/PMI et des organismes de refinancement de tiers

« J'aime la transparence d'Oikocredit! »



Sœur Corinne Florek reçoit le prix *Lifetime Achievement Award*, qui couronnait l'ensemble de son œuvre, lors de la conférence *Opportunity Finance Network*, en 2010.

Cela fait plus de 30 ans que Sœur Corinne Florek lutte pour promouvoir la justice sociale, en soutenant des initiatives alignées sur les valeurs qu'elle a choisies. Durant ses débuts au conseil consultatif du portefeuille de sa congrégation, elle comprend que les investissements effectués dans un objectif de changement social pouvaient être de puissants outils de changement. Les fonds dont elle assure la gestion en ce moment sont consacrés à des fonds de prêts utilisés pour le développement des structures locales, des banques locales, et des fonds à but non lucratif et internationaux. Oikocredit USA est l'un de ces investissements.

Il y a plus de 20 ans, Sœur Corinne Florek s'est associée aux Sœurs Dominicaines d'Adrian (Michigan, É.-U.) pour acheter des parts d'Oikocredit, afin d'aider les pauvres à réaliser leur autosuffisance. « Nous tenions à mettre à profit l'intérêt nouvellement suscité par les investissements axés sur la justice sociale, et Oikocredit s'est révélée être le véhicule idéal pour cela » se souvient Sœur Florek. « Depuis cette date, tous les

fonds que j'ai gérés ont investi le maximum autorisé au sein d'Oikocredit. »

Elle apprécie l'engagement d'Oikocredit envers la justice sociale, et sa position unique en tant que coopérative prêtant à d'autres coopératives et à des établissements de microfinance, car ces deux types de structures luttent contre les causes profondes de la pauvreté.

« J'aime la transparence d'Oikocredit, la manière dont elle justifie ses résultats et son activité, et la façon dont elle évalue son impact social. J'apprécie le fait qu'ils s'efforcent de soutenir des stratégies diverses, telles que les coopératives et les entreprises de commerce équitables, tout comme les établissements de microfinance. Le fait qu'ils se soient donné comme mission de renforcer l'autosuffisance des femmes est encore plus important à l'heure actuelle alors que nous nous battons pour mettre fin à la pauvreté dans le monde entier dans le contexte de la réalité économique actuelle. »

Ce document a été rédigé avec le plus grand soin par Oikocredit, Société coopérative œcuménique de développement U.A. (Oikocredit International) sur la base de ses connaissances et convictions au moment de sa rédaction. Les opinions qui y sont exprimées sont celles d'Oikocredit International au moment de la rédaction et sont sujettes à modification à tout moment et sans notification préalable. Oikocredit International ne garantit pas son contenu et son exhaustivité et décline toute responsabilité quant aux

pertes que pourrait entraîner l'usage de ces informations. Ce document, fourni à titre informatif, est réservé à l'usage exclusif de son destinataire. Il ne constitue ni une incitation ni une recommandation d'achat ou de vente d'instruments financiers ou de services bancaires et ne décharge en aucune manière le destinataire de l'exercice de son propre jugement. La reproduction de tout ou partie de ce document sans l'autorisation écrite d'Oikocredit International est interdite.

À propos d'Oikocredit

En sa qualité de société coopérative active au niveau mondial, Oikocredit œuvre pour la promotion d'une justice globale en appelant les particuliers, les églises et les autres institutions à partager leurs ressources grâce à des investissements socialement responsables et à donner à travers le crédit, des moyens d'action aux plus démunis. Pour de plus amples informations, consultez www.oikocredit.org.

Soutenir l'action d'Oikocredit

Vous souhaitez contribuer à l'action d'Oikocredit ?

En France

Bureau de Soutien pour la France
102 boulevard Arago • 75014 Paris
T : +33 (0)1 42 34 70 53 • C : france@oikocredit.org

Oikocredit Centre Alpes Rhône
Centre Œcuménique Saint Marc
6 avenue Malherbe • 38100 Grenoble
T : +33 (0)4 76 09 01 68 • C : car@oikocredit.org

Oikocredit Méditerranée
103 La Canebière • 13001 Marseille
T : +33 (0)4 91 75 13 53
C : mediterranee@oikocredit.org

Oikocredit France Est
1, rue petite croix • 67200 Strasbourg
T : +33 (0)3 89 49 00 92
C : franceest@oikocredit.org

Oikocredit Franche-Comté
12, rue des Chardonnerets • 25700 Valentigney
T : +33 (0)3 81 34 78 74
C : franche-comte@oikocredit.org

Antenne Bourgogne
C : bourgogne@oikocredit.org

Oikocredit Ile de France & Ouest
102 boulevard Arago • 75014 Paris
T : +33 (0)6 95 01 63 43
C : iledefranceouest@oikocredit.org

Antenne Sud-Ouest
C : sudouest@oikocredit.org

En Belgique

Oikocredit-be, Anvers
TPC Groenenborgerlaan 149 • 2020 Antwerpen
T : +32 3 287 35 78
C : oikocredit-be@oikocredit.org

En Suisse

Oikocredit Suisse romande
Ch. du Vallon 10, 1030 Bussigny-Près-Lausanne
T : +41 21 701 26 74
C : suisse.romande@oikocredit.org

En l'absence d'association ou de bureau de soutien dans votre pays :

International Share Foundation Oikocredit International
P.O. Box 2136, 3800 CC Amersfoort, Pays-Bas
T : +31 33 422 40 40
F : +31 33 465 03 36
C : info@oikocredit.org
W : www.oikocredit.org

La lettre d'information d'Oikocredit est imprimée sur papier FSC certifié (fabriqué sans chlore). Elle est distribuée gratuitement à tous ceux qui souhaitent s'informer de nos activités. Si vous souhaitez recevoir également la lettre d'information électronique d'Oikocredit, il suffit de nous envoyer un e-mail à l'adresse suivante : info@oikocredit.org. N'hésitez pas également à nous faire part à cette même adresse de vos commentaires sur nos divers articles.

Crédits photographiques : Tom Bamber, Opportunity Finance Network, Clemens Rikken, associations de soutien Oikocredit, membres, partenaires et personnel Oikocredit

Rédaction : Holly O'Connell, Christiane Rifaud, Aline Uit den Boogaart, Kawien Ziedses des Plantas, Birgit Entner, Leah Gage

Traduction : Anne Vincent

Maquette et fabrication : Van Santen Productions, Amstelveen, Pays-Bas

Impression : Atlas - Soest, Pays-Bas